

Le décolonialisme à l'épreuve de la République

Samuel Mayol

Docteur HDR

Directeur de la recherche groupe Igensia Education

Secrétaire Général du Comité Laïcité République

Prix national de la laïcité 2015

Auteur de : « Laïcité, la République jusqu'au bout », éditions L'Harmattan

« Fraternités fracturées », éditions L'Harmattan

« Les extrémistes à l'assaut de la République », éditions L'Harmattan

« 100 Questions réponses sur la laïcité », éditions Ellipses

« Antisémitisme, la République en danger », éditions L'Harmattan

« Universités en crise, défis et réformes », éditions L'Harmattan

Tout en se présentant comme progressistes, antiracistes, décolonisateurs et féministes, un certain nombre d'organisations et de personnalités opèrent minutieusement depuis des années un véritable détournement de la lutte, pourtant nécessaire, de la liberté et de l'émancipation.

Se présentant comme décoloniaux ils prétendent que les États actuels sont marqués par des pratiques politiques, économiques et un certain régime de hiérarchisation des connaissances, qui se sont mis en place avec les colonisations successives et qui, selon eux, n'ont pas disparu avec les décolonisations.

Ils dénoncent ainsi ce qu'ils appellent le « racisme d'État » qui sévirait notamment en France : un État auquel ils demandent en même temps - et dont d'ailleurs ils obtiennent - bienveillance et soutien financier par le biais de subventions publiques.

Au nom de cette présupposition, ils attaquent tout ce que les États mettent en place et notamment l'universalisme républicain.

En réalité, ils cherchent à mettre en place une autre société fondée sur le racialisme, le différentialisme, et même le ségrégationnisme, remettant en avant des critères que nous cherchons pourtant contre lesquels nous nous battons pourtant depuis des années : la race, la couleur de la peau, le sexe, la pratique religieuse.

Ils vont ainsi jusqu'à invoquer le féminisme pour légitimer le port du voile, la laïcité pour légitimer leurs revendications religieuses et l'universalisme pour légitimer le communautarisme.

Ce mouvement dont on parle aujourd'hui prend en réalité ses sources au cours des années 1960-1970, sous fond de décolonialisme.

On y a ainsi vu émerger de nouvelles revendications, laissant entrevoir une charge contre l'esprit des Lumières.

C'est ce que nous explique Stéphanie Roza dans son excellent livre « La gauche contre les Lumières ».

*Elle nous dit notamment que *Le terrain de lutte antiracistes et anti-impérialistes est peut-être celui où le retournement contemporain contre l'héritage des Lumières et le plus spectaculaire. Depuis la fin des années 1970, les questions de discriminations raciales et sexuelles sont progressivement devenues des champs de batailles d'où fusent des accusations extrêmement graves contre les courants universalistes.**

Des antiracismes, des féminismes décoloniaux, postcoloniaux, intersectionnels, voire islamiques ont vu le jour, soulignant la nécessité de distinguer les courants traditionnels, ou plutôt de rompre radicalement avec eux.

Dans le meilleur des cas, on considère ces derniers comme impuissants à prendre en compte les spécificités de certaines situations d'oppression.

Ainsi est né un féminisme "intersectionnel" qui prétend mettre en lumière la situation spécifique des femmes noires américaines en montrant que, pour ces dernières, le fait de se trouver à l'intersection de deux systèmes d'oppression (le patriarcat et le racisme anti-Noirs) nécessite une analyse et des réponses particulières ces dernières se trouvant dans l'angle mort du féminisme blanc.

Ce mouvement décolonial ambitionne de « déconstruire » les savoirs.

A l'heure où un professeur d'histoire a été tué dans la rue, il prétend que la langue, l'histoire, la société sont des choses sexistes et racistes qui doivent être combattues.

Ses conceptions simplistes aiguïssent les antagonismes qu'elles prétendent dénoncer.

Relayé sur les réseaux sociaux, ce nouveau credo « décolonial » et « inclusiviste » se répand en diatribes contre quiconque n'adopte pas ses vues.

Ces milieux décoloniaux s'emploient à diffamer les institutions pour « casser la République en deux » selon la formule de Norman Ajari reprise par d'ailleurs par Emmanuel Macron.

S'ajoutent en France des divisions spécifiques sur la laïcité.

Or une grande partie de la gauche a défilé avec le CCIF aujourd'hui dissous à la manifestation du 10 novembre 2019 contre l'islamophobie où l'on scanda des propos hostiles aux juifs et où des enfants portaient l'étoile jaune.

La gauche républicaine laïque est alors tout simplement assimilée à la droite ou à l'extrême droite.

En prétendant cela, en instaurant volontairement une telle confusion dans les esprits, en cherchant à jeter l'opprobre sur des républicains laïques, ont créé en réalité toutes les conditions idéologiques pour une montée du RN dont la xénophobie se voit justifiée par le retour de la race dans l'espace public.

Il en est de même de l'ethnodifférentialisme élaboré par la Nouvelle (extrême) Droite et repris par l'aile identitaire du RN et qui se trouve légitimé par des notions comme l'appropriation culturelle, etc.

Il n'y a selon moi aucune raison de laisser ces questions aux extrêmes.

Pour ce faire, une clarification idéologique est nécessaire pour pouvoir réaffirmer les valeurs laïques, démocratiques et universalistes qui sont propres aux républicains de tous bords depuis plus de 2 siècles.

Les valeurs de la République doivent donc s'imposer et sur l'ensemble du territoire, y compris au sein des universités. Or la situation y est plutôt inquiétante.

En effet, à la faveur du délitement de nos missions, des chercheurs militants, confondant propagande et recherche, confondant estrade d'un amphi et tribune politique, ont investi le monde académique et procèdent à une occupation méthodique des postes-clés : élections de présidents et des conseils universitaires, commission de recrutements pour la cooptation des jeunes

Maîtres de Conférences et recrutements de vacataires ou d'allocataires de bourses de thèses contraints de suivre un mouvement qui leur promet la sortie de la précarité à laquelle ils se croient condamnés.

D'où des phénomènes de censure, d'intimidation, de discrimination politique qui ont instauré des clivages inédits et forcent les jeunes universitaires à s'aligner sur les nouveaux mandarins sous peine de ne jamais obtenir de postes.

Une telle évolution fait peser une menace non négligeable sur le recrutement des professeurs du secondaire de demain : car n'oublions pas qu'un étudiant de 2021 est un professeur certifié de 2025.

Si son cursus de formation n'est plus harmonisé ou n'est plus composé que d'études décoloniales : qu'enseignera-t-il demain en classe ?

Si on laisse faire cela en se cachant derrière une prétendue autonomie des universités, les militants du décolonialisme et de l'intersectionnalité seront dorénavant libres de poursuivre leur entreprise d'accaparement de l'Université au gré de politiques locales.

Pour répondre à de pseudos-besoins territoriaux - en réalité politiques - ou favoriser l'implantation de filières innovantes, les Présidences clientélistes pourront sans rendre aucun compte favoriser cette orientation.

Ce pourrait n'être qu'un problème interne à la profession des chercheurs, mais il en va autrement: car derrière la question de la science se pose celle de la formation sur laquelle repose l'école, cette clef de voûte de la République.

Ainsi, au regard de tout ce que je viens de dire, on se retrouve dans une situation pour le moins paradoxale voire décourageante où les militants de l'anti racisme, les féministes universalistes, les laïques convaincus se retrouvent en fait être accusés d'être les complices, voire les porteurs du patriarcat colonialiste.

Or, contrairement à eux, nous, nous combattons vraiment et depuis toujours les questions du racisme et du sexisme.

Et que le message soit bien claire aujourd'hui... nous continuerons ce combat, car c'est celui de la République Une et Indivisible